

Mentions Légales

Le cabinet d'Avocat Wafae EZZAÏTAB est propriétaire du présente site dont le siège social sis:

3, Crémieux- 30000 Nîmes

Tél. : 09 82 54 75 35-Fax : 01 70 24 83 76

E-mail : contact@cabinetwafaezzaitab.fr

Identifiant SIRET 503 079 840 00040

Code APE 6910Z

N° TVA intracommunautaire FR 42 503079840

site: www.cabinetwafaezzaitab.fr

HEBERGEUR DU SITE

Société Ligne Web Services (LWS)-LWSPanel V3.0

site: www.panel.lws.fr

INFORMATIONS LEGALES

Votre utilisation du site est soumise au respect des conditions générales d'accès et d'utilisation détaillées ci-dessous et de l'ensemble des lois françaises applicables.

INFORMATONS GENERALES

Ce site est édité par le cabinet d'Avocat Wafae EZZAÏTAB.

CONFIDENTIALITE DES DONNEES

Se reporter à la rubrique <https://www.cabinetwafaezzaitab.fr/rgpd/>

CONTENU DU SITE ET MISE A JOUR

Le cabinet d'Avocat Wafae EZZAÏTAB s'efforce d'inclure dans ce site des informations à jour. Maître EZZAÏTAB se réserve le droit de modifier ou de supprimer, à tout moment, des informations mises à disposition sur ce site.

DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

- Droits d'auteur

Le présente site constitue une oeuvre dont le cabinet d'Avocat Wafae EZZAÏTAB est l'auteur selon le Code de la Propriété Intellectuelle. La conception et le développement dudit site ayant été assurée par Lambert CAPRON.

Les textes, slogans, logos, dessins, photographies, images, séquences animées sonores ou non, ainsi que toutes les oeuvres intégrées dans le site sont la propriété du cabinet d'Avocat Wafae EZZAÏTAB.

Les reproductions, sur support papier ou informatique, dudit site et des oeuvres qui y sont intégrées sont autorisées sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage personnel, excluant tout usage à des fins publicitaires et/ou commerciales.

- Droit applicable-Juridictions

Le site www.cabinetwafaezzaitab.fr a été conçu en France, il est également hébergé en France.

Les présentes conditions générales d'utilisation du site sont soumises au droit français. En cas de litige, les tribunaux français seront seuls compétents.